

Le Courrier de Madrid.

ORGANE INTERNATIONAL

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

ADMINISTRATION.

CALLE DEL SORDO, 37.

Réclamations, abonnements et annonces.

ON S'ABONNE.

A MADRID..... A l'administration et chez les libraires.
A PARIS..... Librairie nouvelle Boulevard des Italiens, 29.
A LONDRES... Leicester, Square, 19.
A BRUXELLES. Office de Publicité, Montagne de la Cour.
Et chez tous les libraires de l'étranger.

PRIX D'ABONNEMENT.

	1 mois.	3 mois.	6 mois.	Un an.
MADRID.....	12 R.	32 R.	64 R.	120 R.
PROVINCES.....	»	50 R.	100 R.	200 R.
ÉTRANGER.....	»	18 Fr.	36 Fr.	64 Fr.

REDACCIÓN.

CALLE DEL SORDO, 37.

Pour tout ce qui concerne les renseignements, communications et la rédaction. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

DESPACHOS TELEGRÁFICOS PARTICULARES

DEL COURRIER DE MADRID.

(Parte recibida ayer a las 8 y media.)

Paris 21 de noviembre de 1856.

Fondos españoles:	3 % exterior 41 1/4
	Id. inferior 37 3/4
	Deuda diferida 23 3/4
	Id. amortizable 2 3/4 1/2
Fondos ingleses:	Consolidado 93 4/8 3/4 7/8
	4 1/2 % 91 90
Fondos franceses:	3 % 67 85

MADRID, 22 NOVIEMBRE.

L'apparition du Courrier de Madrid est aujourd'hui un fait accompli.

Les difficultés inséparables d'un début nous ont empêché jusqu'à présent, de paraître à l'heure fixe que nous avions choisie et d'être prêts au moment du départ du courrier. Ces obstacles vont bientôt disparaître entièrement à mesure que notre installation deviendra plus complète et sous peu, nous en avons l'assurance, nous atteindrons cette régularité, cette exactitude par lesquelles nous devons justifier la confiance de nos lecteurs.

Quelques-uns de nos confrères de la presse espagnole ont bien voulu signaler notre entrée dans la carrière, et nous souhaitent cordialement la bienvenue. Merci à eux de ce loyal accueil, de cette courtoisie de bon aloi; qu'ils reçoivent dès aujourd'hui l'assurance que nous ferons tout pour conquérir leur estime; peut-être ne serons nous pas toujours d'accord avec tous; nous apprécierons différemment sans doute quelquefois des leurs; mais, lorsque nous aurons à les appeler ou à les suivre sur le terrain de la discussion, nous le ferons toujours avec calme, avec dignité, sans que jamais la forme dans laquelle nos opinions seront émises, puisse blesser la juste susceptibilité de nos adversaires.

Le journal *El Criterio* nous adresse le reproche indirect de ne pas avoir encore pris parti d'une manière tranchée; que cette feuille, et nos autres confrères se reportent à notre programme, ils y trouveront l'une des raisons de notre silence; nous pourrions en ajouter d'autres.

Nés d'hier, il nous est en quelque sorte interdit d'entrer dans des questions pendantes et antérieures à notre apparition, sous peine de ressembler à ces gens qui se jettent étourdiment au milieu de la lice sans savoir au juste de quel côté est le tort ou la raison.

Le moment, d'ailleurs, est des plus critiques pour aborder les questions politiques. Ce n'est pas que nous ayons des craintes sur la tranquillité de l'Espagne; nous ne croyons pas qu'il existe autre chose au fond de tous les esprits qu'une inquiétude vague que légitime, à certains égards, la crise alimentaire. Il doit suffire, selon nous, pour maintenir le calme, des consciencieux efforts du gouvernement d'une part, et des rudes leçons qu'ont reçues les perturbateurs, de l'autre. Nous avons foi dans le bon sens de la nation espagnole; nous sommes persuadés que le peuple entier comprend que toute tentative de soulèvement, collective ou isolée, ne ferait qu'ajouter les horreurs de la guerre civile aux souffrances déjà trop réelles qu'il endure par suite du manque et de la cherté des denrées alimentaires. Si nous conservions quelque doute à cet égard, il nous suffirait de jeter les yeux sur ce qui se passe et d'envisager l'unanimité avec laquelle, à Madrid comme dans les provinces, on a taxé de folie la malheureuse tentative de Malaga.

Nous enregistrons hier le décret qui ouvre au ministère des Finances un crédit de 60 millions: nous applaudissons hautement à cette mesure comme à toutes celles que le gouvernement pourra prendre pour alléger la misère publique.

Dans les moments de grandes calamités, c'est dans le Trésor public qu'il faut puiser, quand on le peut, les moyens d'y remédier. Reste à faire de ces ressources l'emploi le plus judicieux et le plus productif; reste à compléter les mesures prises et à en essayer de nouvelles. La question des transports est une des plus sérieuses; les blés pourraient encombrer les ports de mer, sans que pour cela les approvisionnements fussent rendus faciles pour les villes du centre de la Péninsule. C'est là surtout l'un des points qui doivent appeler l'attention du ministère. Quant aux achats directs effectués à l'étranger, il y aurait peut-être un autre essai à faire: annoncer à toutes les nations agricoles que le gouvernement d'Espagne veut acheter pour tant de millions de céréales; offrir à l'importation une prime par tonneau ou par navire; vous ouvririez ainsi une sorte d'adjudication sur une immense échelle, et profitable à tous égards. Il y aurait d'abord une économie réelle, celle du traitement nécessairement considérable qu'il faut allouer aux délégués, en raison de leur position sociale et de leur mandat. De plus, on peut raisonnablement espérer que, par suite de la simultanéité des arrivages, il s'établirait une sorte de concurrence qui aurait pour effet d'occasionner une baisse dans les prix. Comme les quantités importées dépasseraient inévitablement celles que l'état se propose d'acquiescer, le surplus serait acheté par le commerce privé, par la boulangerie elle-même; et la suffisance, sinon l'abondance, ne tarderait pas à s'établir. Quant à la somme que l'on aurait à dépenser en primes d'importation, elle ne s'élèverait certainement pas au-dessus de celles qui sont prévues dans le rapport à la reine, pour frais d'achats et dépenses accessoires.

La correspondance autographique n'a pu être invoquée à l'antérieur ni dans les provinces ni à l'étranger, la censure ayant interdit la distribution, tant de l'édition espagnole, que de la traduction française qui devait paraître pour la première fois. Nous faisons donc un appel à la bonne foi de tous les journaux d'Espagne et nous recommandons de leur impartialité de ne plus nous appuyer sur l'authenticité de ministériels. Nous n'avons aucune relation directe avec le cabinet. Dès hier nous avons effectué le dépôt

BOLSA DE MADRID

DE HOY.

3 % consolidado 39, 70 publicado.
Id. diferido 24, 75 no publicado.
Deuda amortizable 1.ª 11, 70 id.
— amortizable 2.ª 6, 70 id.

MADRID 22 NOVIEMBRE.

La aparición del Courrier de Madrid es hoy un hecho consumado.

Las dificultades inseparables de una inauguración nos han privado hasta hoy de salir a luz a la hora fija que habíamos elegido, y de estar corrientes y dispuestos en el momento de la partida del correo. Estos obstáculos van a desaparecer muy luego por entero, a medida que nuestra instalación vaya completándose, y dentro de poco, estamos seguros de ello, alcanzaremos esa regularidad y esa exactitud con que debemos justificar la confianza de nuestros lectores.

Algunos colegas nuestros de la prensa española nos han dispensado el obsequio de señalar nuestra entrada en la carrera periodística, y de darnos una cordial bienvenida. Los agradecemos sinceramente esa acogida leal, esa cortesanía de buena ley; recibán desde hoy la seguridad de que haremos todo lo posible para grangearnos su estimación. Acaso no estaremos siempre de acuerdo con todos; sin duda diferirán algunas veces nuestras apreciaciones de las suyas; pero cuando hayamos de llamarlos a seguirnos al terreno de la discusión, lo haremos siempre con calma y con dignidad, sin que la forma en que sean emitidas nuestras opiniones, pueda lastimar en tiempo alguno la justa susceptibilidad de nuestros adversarios.

El periódico *El Criterio* nos dirige la reconvencción indirecta de no habernos pronunciado todavía de un modo decisivo. Recomendamos, tanto a este diario como a nuestros demás colegas, que examinen nuestro programa: en él encontrarán una de las razones de nuestro silencio y podrían añadir algunas otras.

Nacidos ayer, nos está vedado en cierto modo entrar en cuestiones pendientes y anteriores a nuestra aparición, so pena de parecerse a esas personas que se arrojan aturdidamente a la liza, sin saber a punto fijo de qué parte están la razón y el derecho.

Por lo demás, el momento es de los mas críticos para abordar las cuestiones políticas. No es porque abriguemos temores acerca de la tranquilidad de España, pues no creemos que en todos los ánimos haya otra cosa sino una inquietud vaga, que se halla legitimada hasta cierto punto por la crisis alimenticia; pero en concepto nuestro, para mantener la tranquilidad deben bastar, por una parte, los concienzudos esfuerzos del gobierno, y por otra, las rudas lecciones que han recibido los perturbadores. Tenemos fe en el buen juicio de la nación española, y estamos persuadidos de que el pueblo entero comprende que toda tentativa de sublevación, ya fuese colectiva o aislada, no haría sino añadir los horrores de la guerra civil a los padecimientos, harto positivos ya, que sufre a consecuencia de la escasez y de la carestía de los artículos de primera necesidad. Si alguna duda nos quedase acerca de esto, nos bastaría fijar la vista en lo que sucede, y considerar la unanimidad con que, tanto en Madrid como en las provincias, se ha tratado de locura a la malhadada tentativa de Malaga.

Ayer trasladamos a nuestras columnas el decreto que concede al ministerio de Hacienda un crédito de 60 millones: aplaudimos altamente esta medida lo mismo que cuantas pueda adoptar el gobierno para aliviar la pública miseria. En los momentos de grandes calamidades, del Tesoro público es de donde se han de tomar, cuando hay posibilidad para ello, los recursos para remediarlas. Queda luego el deber de emplear esos recursos del modo mas oportuno y productivo: de completar las medidas adoptadas, y de ensayar otras nuevas. La cuestión de los transportes es una de las mas importantes; podrían los trigos aglomerarse en los puertos de mar, sin que por esto se facilitasen los suministros para las ciudades del centro de la Péninsula. Es este uno de los puntos que deben llamar especialmente la atención del ministerio. En cuanto a las compras directas efectuadas en el extranjero, acaso debiera hacerse otro ensayo: anunciar a todas las naciones agrícolas que el gobierno español quiere comprar por valor de tantos millones de cereales, y ofrecer a la importación una prima por tonelada o por buque; obtendríase de este modo una especie de adjudicación en inmensa escala, y que sería provechosa en todos conceptos. Por de pronto, se lograría una economía positiva, cual es la de la asignación, necesariamente considerable, que ha de fijarse a los delegados con arreglo a su posición social y al encargo que se les confía. Puede esperarse además con fundamento que, a consecuencia de la simultaneidad de las llegadas de buques, se establecería una especie de competencia, cuyo natural efecto sería producir una baja en los precios. Como las cantidades importadas excederían inevitablemente a las que el Estado se propone adquirir, el comercio particular, y aun los panaderos, comprarían el sobrante y no tardaría en haber, si no abundancia, al menos el surtido necesario. Respecto a la cantidad que hubiese de invertirse en primas de importación, de seguro no excedería de las que están previstas en la exposición a la reina para los gastos de compra y demás accesorios.

La correspondencia autográfica no pudo enviarse a l'antérieur ni a l'étranger, la censure ayant interdit la circulation tant de l'édition espagnole que de la traduction française qui devait paraître pour la première fois. Nous faisons donc un appel à la bonne foi de tous les journaux d'Espagne, et nous recommandons de leur impartialité de ne plus nous appuyer sur l'authenticité de ministériels. Nous n'avons aucune relation directe avec le cabinet. Dès hier nous avons effectué le dépôt

que la législation actuelle impose aux feuilles politiques. La correspondance autographique aujourd'hui répandue par toute l'Europe compte vivre indépendante sous l'égide de la loi, et s'adonner au culte exclusif de la vérité. Le public se convaincra bientôt que nous ne perdrons rien pour cela de notre importance; nous possédons tous les éléments nécessaires pour la conserver. Nous demandons à nos collègues de vouloir bien reproduire cette déclaration.

Le journal *Las Cortes* a cessé avant-hier sa publication; c'est, avec *La Nación* et *La Asociación*, le troisième journal progressiste qui disparaît depuis la nouvelle législation.

Un journal ministériel, celui qui passe pour recevoir les informations les plus précises, affirme que tout ce qui a été dit, jusqu'à ce jour d'un projet de fusion entre les deux branches de la famille royale d'Espagne, est entièrement dénué de fondement. Qu'il n'y ait rien de fait, rien de dit même à cet égard dans les hautes régions politiques, nous en sommes d'accord; mais ce que nous soutenons, ce que l'on ne peut contester c'est que le projet de fusion a fait grand bruit, qu'il a grandement excité l'attention publique sans que nous veuillons le moins du monde rejeter sur le gouvernement la responsabilité de ces rumeurs.

(Hojas autógrafas.)

Il a été vendu hier au marché de Madrid 1,773 fanegas de froment aux prix de rx. 84 à 93 1/2. Moyenne rx. 92-25 en hausse sur celle de la veille de rx. 1,63. L'orge a été vendue de 49 à 54 rx.

Le ministre plénipotentiaire de S. M. C. dans les Etats de Rio de la Plata a communiqué, le 24 septembre dernier, au ministre des Affaires étrangères que le président de la République d'Uruguay, a décidé qu'il ne serait exigé des bâtiments espagnols que les droits sanitaires, acquittés par les bâtiments nationaux. Cette mesure du gouvernement de l'Uruguay a été dictée par une juste réciprocité des dispositions contenues dans la loi sanitaire sanctionnée par Sa Majesté le 28 novembre 1855.

Le droit de patente de santé est fixé dans cette république à quatre patacons pour les navires étrangers, et seulement à deux pour ceux du pays.

BULLETIN DES PROVINCES.

Séville a éprouvé l'autre jour un instant d'alarme, mais heureusement sans motif sérieux. A une heure avancée de la nuit, un individu posté sur la promenade de Christine, s'amusait à crier: qui vive? à tous les passants, les menaçant de faire feu et ayant l'air de commander à une troupe armée. Quelques artilleurs qui se trouvaient de garde au palais San Telmo accoururent sur les lieux; accueillis par le même cri, de qui vive et, par les menaces de cet insensé qui feignait d'exciter de nombreux partisans à la résistance, ils se virent dans l'obligation de tirer.

Ils ne relevèrent qu'un cadavre, celui sans doute d'un ivrogne ou d'un fou qui avait ainsi jeté l'alarme dans tout le quartier.

Dans la nuit du 15, quelques cris de: Vive la république! ont été poussés à Cordoue: mais ces clameurs isolées sont restées sans écho, et n'ont même pas attiré un seul instant ni l'attention du public, ni celle des autorités.

Les jésuites se sont installés, le 14 courant, dans le collège de Loyola, province de Guipuzcoa. Le même jour, plusieurs jeunes gens ont pris l'habit ecclésiastique.

Le gouverneur civil de Tarragone vient de prendre une louable initiative relativement à un projet de chemin de fer qui reliait les chefs-lieux des provinces de Tarragone et de Lérida. Il a invité le conseil municipal à convoquer extraordinairement les principaux contribuables, afin de s'entendre sur les moyens les plus propres à réaliser l'exécution de cette ligne ferre.

Dans la province de Valence, les blés commencent à sortir de terre et offrent à la vue l'aspect d'un tapis de verdure; cette année se présente très-favorablement pour les laboureurs.

Il régnait dans l'arsenal du Ferrol une grande activité. On y construisait, en même temps, un vaisseau, deux frégates, un vapeur, une gabarre et trois goélettes.

Deux faits regrettables viennent de causer une pénible impression aux hommes sincèrement religieux de la province de Zamora. A la suite d'un sermon dans lequel le curé de Moraleda s'était permis d'attaquer en les désignant par leurs noms quelques libéraux de l'endroit, des insultes furent adressées à cet ecclésiastique: l'église ne tarda pas à se convertir en un champ de bataille. Le désordre se répandit bientôt dans les rues et prit les proportions d'un mouvement général. L'autorité dut intervenir et rétablir la tranquillité après avoir fait arrêter plusieurs personnes y compris le prêtre. A Tabara, le curé a refusé d'administrer les sacrements à un moribond par la seule raison qu'il avait acheté des biens nationaux. De plus il s'est opposé pendant cinq jours à son inhumation en terre sainte.

La *Corona* de Aragon annonce qu'il y a eu, à Barcelonne, dans la matinée du 17, quelques scènes de désordre dans la fabrique de M. Muntadas. Cette circonstance a déterminé l'arrestation de plusieurs ouvriers. La commission militaire est chargée d'instruire l'affaire.

Les ingénieurs chargés de l'installation du matériel nécessaire dans le nouveau phare qu'on vient de construire sur le cap de Caballerías se trouvent en ce moment à Mahon.

FRANCE.

La crise ministérielle en France n'est pas encore terminée. Nous pouvons du reste assurer, d'après les renseignements très-exacts que nous avons reçus de Paris, que cette crise n'est causée par aucune dissidence politique, puisque les ministres ne font qu'échanger leurs portefeuilles. D'après les bruits, qui circulent en haut lieu, M. Persigny quitterait l'ambassade de Londres pour prendre la direction du ministère d'Etat; M. Fould passerait aux Finances; M. Magne serait nommé gouverneur de la Banque; ce qui impliquerait de nombreux changements dans les statuts de ce vaste et important établissement; changements qui ne seraient que l'expression fidèle des sentiments intimes et bien connus de l'empereur puisqu'ils faciliteraient au petit commerce les moyens de se mettre directement en relation avec la Banque; on ajoute encore que M. Collet Meygret remplacerait au ministère de l'Intérieur; M. Billault qui serait appelé à la présidence du Corps législatif.

La question persane, devenue si inopinément grave, est traitée par le *Constitutionnel* dans un article qui a tous les caractères d'une communication semi-officielle, et qui est destiné à réfuter les théories aventureuses du *Morning-Post*. D'après le *Constitutionnel*, le ministre de France à Téhéran, M. Bourrée, loin de se mettre en opposition avec le ministre anglais, M. Murray, a cherché par ses bons offices à prévenir la retraite de son collègue, décidée par des incidents secondaires et étrangers à la politique. Cependant, abusé par son envoyé, le cabinet anglais a prié le gouvernement français d'inviter M. Bourrée à s'abstenir de toute intervention dans les rapports particuliers de l'Angleterre avec la Perse. Il est vrai que M. Bourrée n'a point réussi à empêcher l'expédition d'Hérat; il serait absurde de conclure de cet incident diplomatique un manque de concours calculé. Il est vrai

FRANCIA.

En France on ne terminait pas la crise ministérielle. Par là même, nous pouvons assurer, en vista de données très-exactes que nous avons reçues de Paris, que cette crise n'est causée par aucune dissidence politique, puisque les ministres ne font que changer leurs portefeuilles. D'après les bruits, qui circulent en haut lieu, M. Persigny quitterait l'ambassade de Londres pour prendre la direction du ministère d'Etat; M. Fould passerait aux Finances; M. Magne serait nommé gouverneur de la Banque; ce qui impliquerait de nombreux changements dans les statuts de ce vaste et important établissement; changements qui ne seraient que l'expression fidèle des sentiments intimes et bien connus de l'empereur puisqu'ils faciliteraient au petit commerce les moyens de se mettre directement en relation avec la Banque; on ajoute encore que M. Collet Meygret remplacerait au ministère de l'Intérieur; M. Billaud qui serait appelé à la présidence du Corps législatif.

La question persane, devenue si inopinément grave, est traitée par le *Constitutionnel* dans un article qui a tous les caractères d'une communication semi-officielle, et qui est destiné à réfuter les théories aventureuses du *Morning-Post*. D'après le *Constitutionnel*, le ministre de France à Téhéran, M. Bourrée, loin de se mettre en opposition avec le ministre anglais, M. Murray, a cherché par ses bons offices à prévenir la retraite de son collègue, décidée par des incidents secondaires et étrangers à la politique. Cependant, abusé par son envoyé, le cabinet anglais a prié le gouvernement français d'inviter M. Bourrée à s'abstenir de toute intervention dans les rapports particuliers de l'Angleterre avec la Perse. Il est vrai que M. Bourrée n'a point réussi à empêcher l'expédition d'Hérat; il serait absurde de conclure de cet incident diplomatique un manque de concours calculé. Il est vrai

noire qu'un officier français, qui n'est plus attaché à l'armée depuis quelques années, a pris du service en Perse, on il est maintenant colonel du génie. En présence du refus de cet officier de quitter le service persan, que devient l'accusation formulée par le *Morning-Post*? Quant à l'ambassade de Ferrouk-Khan, gouverneur français n'a ni la volonté ni, en quelque sorte, le pouvoir d'arrêter à Constantinople, comme le demande si bizarrement le journal de lord Palmerston.

Le *Constitutionnel* s'explique ainsi sur ces prétentions: Cette assertion du *Morning-Post* s'accorde peu, il nous semble, avec la doctrine qu'il professait: à savoir que les deux gouvernements alliés pourrissent, en dehors des grands intérêts de l'Europe, une politique à part sur certains points donnés: ainsi l'Angleterre, dans ses affaires d'Asie, la France dans ses intérêts à l'Afrique.

Maintenant y a-t-il à redouter que le voyage de l'ambassadeur persan puisse entraîner en aucune façon des conséquences fâcheuses? Ce n'est point à Paris que cet envoyé se trouvera placé dans un milieu défavorable aux idées de paix et de conciliation. Le *France* s'est montré partout désireux d'apaiser les ressentiments, de prévenir les conflits; son représentant à Téhéran, comme tous les autres, a suivi fidèlement cette ligne de conduite, et nous espérons qu'il ne restera rien des reproches sans fondement dirigés contre lui.

Paris, 18 novembre. Nous mentionnons sous toute réserve la nouvelle que nous recevons aujourd'hui, dans un journal belge sur la principale question politique du moment. Notre motif, pour la signaler, est qu'elle fait entrevoir l'espérance d'un arrangement plus ou moins vraisemblable entre les grandes puissances. D'après cette nouvelle, transmise à l'*Indépendance belge* par un correspondant à Paris, la Russie ferait quelques concessions qui serviraient de base à un rapprochement désiré: d'abord elle abandonnerait ses prétentions sur Bolgrad; ensuite, elle proposerait de neutraliser les Serpens, en y établissant un commissariat mixte formé par les représentants des diverses puissances intéressées. Par suite de ces concessions, la Russie se croirait en droit de réclamer l'évacuation immédiate des principautés par les troupes autrichiennes et de la mer Noire par l'escadre anglaise. Telle est cette nouvelle, qu'un autre journal belge, le *No. 4*, semblait inquer dès hier, mais dans des termes beaucoup plus vagues. (Débats.)

Paris, 18 novembre 1856. (Correspondance particulière.)

Les journaux anglais continuent à nous proposer des énigmes. Vous savez l'autre jour le *Times* qui accusait certaines personnes de l'entourage de l'empereur d'avoir travaillé pour eux à vouloir prendre sa place. Aujourd'hui le *Morning Post* prétend que la divergence d'opinion entre l'Angleterre et la France était le résultat d'un accident. Qu'est-ce que cela veut dire? Et pourquoi presse anglaise affecte-t-elle ces airs mystérieux pour parler de la chose la plus simple du monde. Nous voyons là un reste de neune, une dernière preuve d'hostilité. Nous ne voulons pas dire d'avantage.

Une personne dans laquelle nous avons la plus grande confiance nous affirme que M. de Persigny n'est pas parti pour Londres avec une adhésion complète aux vues de l'Angleterre. M. de Persigny porte à lord Palmerston les propositions de conciliation de l'empereur; l'idée du Congrès de Paris ne serait pas abandonnée, mais il aurait fait à certaines conditions de nature, à moins, on l'espère, à lui rallier l'opinion du cabinet britannique.

Cette nouvelle aura peut-être un peu refroidi l'enthousiasme des Anglais qui comptaient sur un succès complet, et c'est ce qui nous vaut les petits coups de dent du *Morning Post* et d'autres. Le *Nord*, journal russe de Bruxelles, nous donne, d'une manière quasi-officielle, un fait qui je vous avais laissé entrevoir: c'est que la Russie serait disposée à des concessions sur les questions qui divisent la diplomatie. De cette façon on enverrait à l'Angleterre et à l'Autriche tout prétexte de violer le site. Nous désirons que cela soit vrai.

Le bruit a couru aujourd'hui à Paris, que M. de Morny était allé de Saint-Petersbourg. On ne dit à l'instant que la chose a été réelle, mais qu'il ne faudrait pas voir la conséquence d'un froissement sur eux entre Paris et Saint-Petersbourg. L'empereur aurait manifesté, dans les circonstances graves où nous nous trouvons, l'intention de faire un appel direct aux lumières; celui qui s'est montré homme d'Etat habile autant que servilement dévoué, l'ent-étre fait-il conclure de là que les questions sont pas aussi complètement tranchées que les optimistes aient bien le dire.

Nous aurons maintenant le secret du renvoi à Téhéran du secrétaire interprète de légation française qui accompagnait l'ambassadeur de Persie dans son voyage en France. Cette mesure a été prise sur la demande de lord Palmerston. Il voit d'un mauvais œil cette ambassade persane, et il a craint que la présence d'un fonctionnaire français dans ses rangs ne portât ombrage aux susceptibilités anglaises à la veille d'une union du Parlement. Lord Palmerston a été jusqu'à demander de Ferrouk-Khan ne fut pas admis à venir jusqu'en France. Sur ce point il a éprouvé un refus très-net et dans des termes qui ne permettaient pas un retour offensif.

Cet échec de lord Palmerston lui sera d'autant plus sensible, que les nouvelles de l'Inde sont mauvaises et vont faire le plus triste effet pour lui dans les chambres. Il est aujourd'hui certain que la ville d'Herat a été prise par les Persans, obéissant cette fois à une pensée russe et désobéissant à une injonction de l'Angleterre.

La Perse est menacée par une armée britannique et l'on invoque l'intervention de la France. Tel est le but du voyage de Ferrouk-Khan.

Voilà de quoi calmer un peu les bouffées d'orgueil du *Morning Post*. Ce correctif n'était pas inutile, car les prétentions des amis du chef du Foreign-Office deviennent vraiment intolérables. Un journal hebdomadaire n'avait-il pas poussé les choses jusqu'à féliciter lord Palmerston d'avoir réduit la France au second rôle? Lord Palmerston va avoir une nouvelle occasion de montrer ce que ses amis appellent son courage et sa résolution. La question d'Orient sera peut-être transportée à Téhéran et la difficulté n'atteindra pas l'Angleterre par son côté le moins sensible.

La crise ministérielle ne se termine pas à Constantinople. Le *techid Pacha* ne trouve pas des ministres disposés à accepter les portefeuilles à côté de lui, et c'est peut-être pour la première fois que cela se présente à Constantinople. Mais l'esprit absolu et dominateur de lord Stratford effraie tout le monde. On sent que l'on sera sous un joug insupportable et les plus ambitieux courent. Il serait assez singulier que, pour trouver des ministres, le sultan fût obligé d'avoir recours au système indiqué par M. de Scribe dans l'*Ours et le Pacha*. Il est des moments où la politique tourne vraiment à la comédie.

de concourir. Es vérité sin embargo que un oficial francés separado del servicio hace algunos años, ha entrado al servicio de Persia, en donde es ahora coronel de ingenieros. En vista de la negativa de este oficial a dejar el servicio de Persia, que fuerza tiene la acusación que el *Morning-Post* formula? Respecto a la embajada de Ferrouk-Khan, el gobierno francés ni quiere ni hasta cierto punto puede detenerle en Constantinople como pretende con mucha bazaría el diario de lord Palmerston.

El *Constitutionnel* se explica de esta manera acerca de sus pretensiones. Este aserto del *Morning-Post* concuerda poco, en concepto nuestro, con la doctrina que ha profesado, a saber: Que los dos gobiernos aliados podían seguir, fuera de los grandes intereses de Europa, una política especial sobre ciertos puntos dados: así Inglaterra en sus negocios de Asia, como Francia en sus intereses de Africa.

Ahora bien, ¿es de temer que el viaje del embajador persa pueda arrastrar en manera alguna consecuencias funestas? No habrá motivo más bien para esperar algún buen resultado? No es en Paris donde este enviado se hallará colocado en un centro desfavorable a las ideas de paz y de conciliación. Francia en todas partes se ha manifestado deseosa de apaciar las disensiones y de prevenir los conflictos; su representante en Téhéran, lo mismo que los demás, ha seguido fielmente esta línea de conducta, y esperamos que nada quedará de las infundadas reconvenções que se le han dirigido.

Paris 18 de noviembre. Comunicamos con toda reserva la noticia que hallamos hoy en un periódico belga sobre la principal cuestión política del momento. El único motivo que tenemos para indicarla es, que deja vislumbrar la esperanza de un arreglo más o menos verosímil entre las grandes potencias. Según esta noticia, transmitida a la *Indépendance belge* por un corresponsal de Paris, Rusia está dispuesta a hacer algunas concesiones, que servirán de base a la reconciliación deseada; en primer lugar, abandonará sus pretensiones sobre Bolgrad; y después, propondrá la neutralidad de la isla de las Serpientes, estableciendo en ella una comisaría mixta formada por los representantes de las diferentes potencias interesadas. A trueque de estas concesiones, Rusia se cree con derecho a reclamar la evacuación inmediata de los principados por las tropas austríacas, y del Mar Negro por la escuadra inglesa. Tal es la noticia que otro periódico belga, el *Nord*, parece indicar desde ayer, pero en términos mucho más vagos.

Paris, 18 de noviembre de 1856. (Correspondencia particular.)

Continúan los periódicos ingleses proponiéndonos enigmas. Días pasados hablé a ustedes del *Times* que acusaba a ciertas personas de las que rodean al emperador, de haber trabajado en favor de lo que quieren ocupar su puesto. Hoy pretende el *Morning-Post* que la divergencia de opiniones entre Inglaterra y Francia, era efecto de un accidente. ¿Qué quiere decir esto? ¿Y por qué toma la prensa inglesa esos aires de misterio para hablar de la cosa más sencilla del mundo? En esto vemos nosotros una reminiscencia de antiguas jerizias, una última prueba de hostilidad. Nada nos decimos por ahora.

Una persona en quien tenemos la mayor confianza, nos asegura que la misión que lleva a Londres M. de Persigny no es adherirse completamente a los planes de Inglaterra, sino presentar a lord Palmerston proposiciones conciliadoras del emperador. No parece que esté abandonada la idea del Congreso de Paris; antes bien se cree que tendrá efecto con ciertas condiciones, de tal índole, así por lo menos se espera, que puedan grangearle las simpatías del gabinete británico.

Tal vez esta noticia haya enfriado algún tanto el entusiasmo de los ingleses, que contaban con un triunfo completo, y a esto quizá debemos atribuir las dentelladas que nos dan el *Morning-Post* y el *Times*.

El *Nord*, periódico ruso de Bruselas, relata en términos casi oficiales un hecho que en mi carta de ayer dejé a ustedes entrever; y es que Rusia está dispuesta a hacer concesiones sobre los dos puntos que dividen a la diplomacia. De esta manera se quitaría a Inglaterra y a Austria todo pretexto para violar los tratados. Desearíamos que esto sea verdad.

Hoy ha corrido por Paris el rumor de que M. de Morny había sido llamado de San Petersburgo. En este momento me dicen que el hecho es cierto; pero que no hay por qué ver en él la consecuencia de un pique formal entre Paris y San Petersburgo. El emperador, en las circunstancias graves en que nos encontramos, ha manifestado su intención de apelar directamente a las luces del que supo mostrarse tan hábil político como celoso servidor. De todo esto tal vez convenga sacar en conclusión, que las cuestiones no están tan completamente zanjadas como dicen los optimistas.

Ya estamos en el secreto del regreso a Teheran del Secretario intérprete de la legación francesa, que acompañaba al embajador de Persia en su viaje a Francia. Esta determinación se ha tomado a propuesta de lord Palmerston, el cual ve de muy mal ojo esta embajada persa. Temeroso además de que la presencia en ella de un funcionario francés ofusque más de lo regular las susceptibilidades inglesas en visperas de reunirse el parlamento, ha pedido que no se permita a Ferrouk-Khan llegar hasta Francia. Sobre este punto ha sufrido una negativa absoluta y en términos que no le quedarán ganas de volver a tomar la ofensiva.

Y tanto más sensible debe serle esta perenne, cuanto las noticias de India son malas y van a producir en las cámaras el efecto más triste para él. Hoy se dice que la ciudad de Herat ha caído en manos de los persas, que, obediendo esta vez a un pensamiento ruso, desobedecían un mandato de Inglaterra.

Persia, amenazada por un ejército británico, invoca la intervención de Francia. Tal es el objeto del viaje de Ferrouk-Khan.

Todo esto bien podrá reprimir la altanería del *Morning-Post*. El correctivo no está de más, pues bien haciéndose verdaderamente intolerables las pretensiones de los amigos del jefe del Foreign Office.

Una hoja semanal ha llevado las cosas hasta el punto de felicitar a lord Palmerston por haber reducido a Francia a hacer segundo papel. A lord Palmerston tal a presentarse una ocasión de probar a los sus amigos su valor y su resolución: la cuestión de Oriente, ya tal vez se será transportada a Teheran, y allí no será por el lado menos sensible por donde hieran a Inglaterra las dificultades de su situación.

Vous savez que nous nous sommes toujours attendus à cette élection. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'elle prépare à l'Europe de sérieux embarras. M. Buchanan appartient à la fraction des hommes d'état américains qui attribuent aux Etats-Unis un rôle d'invaincible et de prépondérance à l'extérieur. Il faisait partie de cette fameuse convention d'Ostende où M. Soult a fait prévaloir ses principes et ses vices. M. Buchanan les appliquera dans une mesure modérée, mais assez large pour inquiéter bien des intérêts. C'est à l'Espagne à veiller sur Cuba, c'est à la France à veiller sur l'Italie, c'est à l'Angleterre à veiller sur l'Amérique centrale, c'est à l'Amérique du Sud à veiller sur elle-même. L'esclavage et la filibusterie triomphent; Walker restera au Nicaragua, et l'humanité outragée verra s'étendre la lèpre du travail enchaîné et fouetté. De gros événements se préparent de ce côté là, et l'esprit agité et vindicatif de la Russie a trouvé à Washington le plus utile des auxiliaires.

Le succès des *Four bons hommes* a excité l'émulation de nos jeunes poètes dramatiques et la pièce de M. Alexandre Dumas fils, *La Majesté du Million*, ne tardera pas à entrer en répétition au Gymnase. L'auteur auquel la comédie française adressait des propositions très-brillantes, n'a pas voulu faire une infidélité à peine sur laquelle il a point le *Demi-Monde* avec tant de bonheur. Mais le ministre d'Etat lui a fait promettre que sa première comédie serait écrite pour le théâtre de la rue Richelieu. On annonce déjà plusieurs parodies de *S. M. le Million*. Le théâtre des Variétés se distingue ordinairement dans ce genre d'écriture. Il est en ce moment en possession d'un tableau de mœurs qui attire la foule; nous voulons parler de la *Chasse aux ceri-volants*. De bons faiseurs ont passé par là, et cette joyeuse pochade fait oublier les misères et les enfancements auxquels ce théâtre s'était livré dans ces derniers temps.

Le Palais Royal n'a pas été heureux avec la pièce de début d'Arnal. *Monsieur de Monictrichie* ont fait fiasco. Les auteurs ont exhumé de leurs cartons un vieux ours qui devait y grogner depuis bien des années. Et puis Arnal est mal à son aise sur ces planches excentriques où glose Grasset, où trompette Hyacinthe, où souffle Mme Thierret. Qu'a donc fait M. Dormeuil de sa corde de pendu? Il l'a passée à son voisin le *Vaudouilliste*, chacun son tour.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

Londres, 17 novembre. On reçoit par télégraphe, de Liverpool, la nouvelle de la nomination de M. Buchanan à la présidence des Etats-Unis. Cette nouvelle, bien que n'ayant encore aucun caractère officiel, se considère ici comme exacte.

Dublin, vendredi soir.

M. Little, caissier du chemin de fer de Midland Great-Western d'Irlande, s'est suicidé hier soir en se coupant la gorge. On suppose que la cause de cet acte a été la découverte d'un déficit considérable dans ses comptes, qui n'avait pas été jusqu'alors soupçonné.

Les écoles des districts du Sud de Londres ont été incendiées; heureusement les 900 enfants, dont le quart est âgé de sept ans, ont pu, après de grands efforts, être sauvés, au milieu de la nuit, n'ayant pour abri que leurs vêtements de nuit.

On écrit de Londres: Une nouvelle ligne régulière de steamers, entre la Grande-Bretagne et l'Australie, est à la veille de s'inaugurer par le départ de l'*Oneida*, quittant Southampton, le 19 courant, à destination de Melbourne et de Sidney.

Le voyage de ce navire est le début d'une compagnie subventionnée tout récemment par le gouvernement britannique *The European and Australian steam navigation Company*, pour transporter la maille entre l'Angleterre et les colonies de l'Océan Pacifique, dans des conditions de régularité et de rapidité qui n'avaient pas encore pu être obtenues pour des distances aussi considérables.

L'*Oneida*, après ce trajet direct entre Southampton et Melbourne, sera affecté au transport des passagers et de la maille entre Melbourne et Suez en correspondance avec d'autres steamers qui desserviront ce côté de l'isthme. Il sera suivi, le 12 novembre, par le *Simla*, l'un des plus beaux navires de la compagnie péninsulaire et orientale, qui a loué pour deux ans à la compagnie européenne et australienne.

Le *Colombian* et l'*European* partiront ensuite, le premier le 12 décembre prochain, le second, le 12 janvier suivant.

Outre ces navires, dont l'aménagement seul reste à terminer, la nouvelle compagnie a encore sur les chantiers de Glasgow: L'*Australian*, de 2,800 tonneaux et de 200 chevaux. Le *Tasmanian* et l'*Asian* de 2,300 tonneaux et de 500 chevaux. L'*African* de 1,000 tonneaux et de 350 chevaux.

Ces steamers pourront probablement prendre la mer vers le mois d'août ou de septembre de l'année prochaine.

ALLEMAGNE.

Prusse.

On nous communique les détails suivants sur les demandes que la Prusse se propose de faire dans l'affaire de Neuchâtel. M. de Savigny, envoyé de Prusse près de la confédération helvétique, se rendra sous peu de Sigmaringen à Berne, pour donner lecture au conseil d'une note relative à la mise en liberté des détenus, dont le contenu sera vivement appuyé par M. de Menshengen, représentant de l'Autriche en Suisse, M. de Malzen (pour la Bavière), et M. de Busch (pour Baden). Dans le cas où les démarches diplomatiques faites à Berne n'auraient pas de succès, le gouvernement prussien a le projet de faire marcher trois corps d'armée entre les cantons frontiers, et de s'emparer de Schaffhouse à titre de gage. On espère d'ailleurs de très-bons résultats de la mission du général Dufour à Paris; car on pense que le gouvernement français lui recommandera une politique conciliante, et que lui-même parviendra à en faire comprendre la nécessité à ses concitoyens.

On pense que, par suite de la résolution de la diète, relative à l'affaire de Neuchâtel, l'Autriche sera chargée d'adresser une note à la confédération helvétique. Cette note n'exclurait pas d'ailleurs les démarches de la Bavière et de Bade.

(Nouveliste de Hambourg.)

AUTRICHE.

Vienne, 17 novembre.

L'empereur et l'impératrice sont partis ce matin pour l'Italie. Ils arriveront ce soir à Leybach.

L'archiduc Léopold de Toscane se rendant à Dresde, est attendu ici.

AUTRICHE.

Vienne, 14 novembre.

L'événement du jour est la résolution prise par le gouvernement de ne plus accorder, jusqu'à nouvel ordre, de concessions à des Compagnies ou à des particuliers pour l'établissement, dans toute l'étendue de l'empire, d'autres chemins de fer que ceux qui sont actuellement en voie de construction.

Cette sage mesure ne manquera pas d'exercer une salutaire influence sur notre Bourse, et elle était depuis longtemps instantanément réclamée par tous les hommes de la haute administration et de la finance, en état d'apprécier la situation exacte du commerce et de l'industrie telle qu'elle ressort tant dans la capitale de l'empire que dans tous les grands centres d'affaires, non des apparences, mais de la réalité des choses.

dejar de conocer que de ella pueden resultar graves conflictos para Europa. M. Buchanan pertenece a la fracción de los hombres de Estado americanos que atribuyen a los Estados Unidos una misión de invasión y de preponderancia, y formaba parte de la famosa convención de Ostende, en donde hizo M. Soult prevalecer sus doctrinas y sus tendencias. M. Buchanan las aplicará en términos bastante moderados; pero no tanto que no excitén recelos y desconfianzas. A España toca velar por Cuba, a Francia velar por Haití, a Inglaterra velar por la América del Sur, y a esta velar por sí propia. La esclavitud y la filibustería triunfan; Walter permanece en Nicaragua y la humanidad ultrajada verá extenderse la lepra del trabajo sometido a la cadena y al látigo. Grandes sucesos se preparan por aquella parte, y el espíritu agitado y vengativo de Rusia ha encontrado en Washington el mas útil de sus auxiliares.

El buen éxito obtenido por los *Four bons-hommes* ha excitado la emulación de nuestros jóvenes poetas dramáticos, y muy en breve empezarán en el Gimnasio los ensayos de la comedia de Alejandro Dumas (hijo) titulada *Su Magestad el Million*. El autor de esta pieza, a quien ha hecho el teatro francés brillantes proposiciones, no ha querido hacer infidelidad a la escena en que con tanto acierto pintó el *Demi-Monde*. Pero el ministro de Estado le ha exigido su palabra de que la primera comedia que escriba será para el teatro de la calle de Richelieu. De S. M. Millon se anuncian ya variadas parcos. En esta clase de ejercicios se distingue frecuentemente el teatro de Varietades.

El teatro del Palacio real ha andado poco acertado en la elección de la pieza con que ha debutado Arnal. *Mmes. de Montictrichie* han hecho fiasco. Los autores, por lo visto, han sacado de su cartapacio algún manuscrito apollidado. Añádase a esto que a Arnal se le despegan aquellas tablas excentricas en que cacarea Grasset, ganguea Hyacinthe y da resoplidos Mme. Thierret. ¿Qué ha hecho, enfín, M. Dormeuil de su *Cuarta del ahorcado*? Pasársela a su vecino el vaudeville. Hoy por ti, mañana por mí.

EXTERIOR.

INGLATERRA.

Londres, 17 de noviembre.

De Liverpool se ha recibido por telegrafo la noticia del nombramiento de M. Buchanan para presidente de los Estados Unidos. Esta noticia, aunque no tiene un carácter oficial, se considera sin embargo aquí como exacta.

Dublin, viernes por la tarde.

M. Little, cajero del ferro-carril de Midland Great-Western, de Irlanda, se ha suicidado ayer tarde degollándose.

Se supone que la causa de este acto de desesperación ha sido haberse descubierto un considerable déficit en sus cuentas, del que hasta ahora no se había sospechado.

Se han incendiado las escuelas del distrito Sur de Londres; afortunadamente 900 niños, de los que la cuarta parte no llega a siete años, han podido salvarse, después de grandes esfuerzos, en medio de la noche, sin otro abrigo que sus ropas de dormir.

Desde Londres escriben lo que sigue:

Está en visperas de inaugurarse una nueva línea regular de vapores entre la Gran Bretaña y Austria con la partida del *Oneida*, que zarpará de Southampton el día 19 del corriente, con destino a Melbourne y a Sydney.

Con el viaje de este buque se inaugurará el servicio de una compañía subvencionada recientemente por el gobierno británico y denominada *The European and Australian steam navigation Company* para hacer el servicio de la maille entre Inglaterra y las Colonias del Océano Pacífico bajo condiciones de regularidad y rapidez que no habían sido accesibles hasta ahora entre distancias tan inmensas.

El *Oneida*, después de este primer viaje directo entre Southampton y Melbourne, será destinado al transporte de pasajeros y de la maille entre Melbourne y Suez, en correspondencia con otros vapores que llenarán el servicio de este lado del istmo. El día 12 de noviembre será seguido del *Simla*, uno de los buques mas hermosos de la compañía peninsular y oriental, que lo ha alquilado por dos años a la compañía europea y australienne.

El *Colombian* y el *European* saldrán en seguida, el primero el 12 de diciembre próximo, el segundo, el 12 de enero siguiente.

Además de estos buques, a los que solo falta proveer de utensilio, la misma compañía tiene en los astilleros de Glasgow: El *Australian* de 2,800 toneladas y 200 caballos. El *Tasmanian* y el *Arian* de 2,300 " 500 " El *African* de 1,000 " 330 "

Estos vapores probablemente podrán hacerse a la mar hacia el mes de agosto o setiembre del año próximo.

ALEMANIA.

Prusia.

Nos comunican los siguientes pormenores acerca de las peticiones que Prusia se propone hacer en el negocio de Neuchâtel. M. de Savigny, enviado de Prusia cerca de la Confederación helvética, pasará en breve desde Sigmaringen a Berne para leer al Consejo una nota relativa a la libertad de los detenidos, cuyo contenido apoyarán eficazmente M. de Malzen (por Baviera), y M. Dusch (por Baden). En el caso en que las gestiones diplomáticas hechas en Berna no tengan éxito, el gobierno prusiano tiene el proyecto de hacer marchar tres cuerpos de ejército a los cantones fronterizos y de apoderarse de esta expedición. Se reclamará a Suiza el abono de los gastos de esta expedición. Esperábase también muy buen éxito de la misión del general Dufour en Paris, porque se cree que el gobierno francés le recomendará una política conciliadora, y que el mismo convendrá en la necesidad de hacerlo comprender así a sus concitadanos.

Se piensa que como consecuencia de la resolución de la Dieta en el negocio de Neuchâtel, se encargará el Austria de dirigir una nota a la Confederación helvética. Esta nota no excluirá sin embargo las gestiones de Baviera y Baden.

(Nouveliste de Hambourg.)

AUSTRIA.

Viena, 17 de noviembre.

Esta mañana ha salido para Italia el emperador y la emperatriz. Llegarán tarde a Leybach.

Aquí se espera, de vuelta de Dresde, al archiduc Leopoldo de Toscana.

AUSTRIA.

Viena, 14 noviembre.

El acontecimiento del día es la resolución adoptada por el gobierno de no otorgar concesiones hasta nueva orden, para el establecimiento en todo el imperio de otros ferro-carriles que los que actualmente están en construcción.

No dejará de ejercer esta sabia medida un saludable influjo en nuestra Bolsa, y hace mucho tiempo que se estaba reclamando con empeño por todos los altos funcionarios de la administración y de la hacienda capaces de apreciar la situación exacta del comercio e industria según resalta, así en la capital como en los grandes centros de negocios, no de las apariencias, si empero de la realidad de las cosas.

En ninguna otra capital reina con tanta intensidad como entre nosotros la fiebre de agiotaje y especulación sobre un número ilimitado de efectos públicos. Muchas fortunas, sólidas en otro tiempo, se encuentran ahora quebradas y trastornadas en todas las clases de la sociedad. He aquí la razón por que la opinión pública aprueba en general la medida cuya iniciativa se atribuye a M. de Bruck, ministro de Hacienda.

El metálico, que a principio de mes parecía haber vuelto a la circulación en Viena con alguna mayor abundancia, es de nuevo muy buscado y se encuentra con dificultad. Supónese que mas de 4 millones de florines en oro, o sean 10 millones de francos, se han retirado recientemente de circulación para remesalar al extranjero. Así el agio sobre el oro que había bajado a 8 por 100 y se ha elevado en pocos días a 10 y 12 1/2 por 100; el de la plata de 7 1/4 a 8 y 8 1/2, y hay todas las apariencias de que se elevará mas si las remesas de plata en barras que algunas casas de giro esperan aquí de Hamburgo y Francfort, no vienen a llenar el vacío que en la circulación del metálico han producido las remesas al extranjero de que he hablado a Vds.

Se asegura hace algunos días, que con arreglo a una orden reciente del ministro de Hacienda, la autorización conferida a los recaudadores de las aduanas de recibir en la frontera, pagando los derechos de entrada, cualquiera moneda de oro y plata, cesará desde primero de enero de 1857.

(Correspondance Havas.)

—Escriben de Stuttgart, el 13 de noviembre, al *Moniteur français*: La reina Sofía de los Países-Bajos, hija mayor del rey de

